

Brochure n° 3047

**Convention collective nationale**

IDCC : 1761. – **COMMERCE DE GROS  
DES TISSUS, TAPIS  
ET LINGE DE MAISON**

**ACCORD DU 22 NOVEMBRE 2006**  
RELATIF AUX ARTICLES 39.1.4 ET 39.2.3 DE LA CONVENTION  
(FORFAITS HORAIRES)

NOR : ASET0750220M  
IDCC : 1761

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification des articles 39.1.4 et 39.2.3*

Les articles 39.1.4 et 39.2.3 de la convention collective du commerce du gros des tissus, tapis et linge de maison relatifs aux forfaits horaires de prise en charge des actions comprises dans le contrat de professionnalisation et la période de professionnalisation sont modifiés selon la nouvelle rédaction énoncée ci-après :

**Article 39.1.4**

Toute action visant un CQP (certificat de qualification professionnelle) validé par la branche ou tout diplôme ou titre à finalité professionnelle ou une qualification professionnelle établie par la CPNEFP ou visée à la convention collective bénéficiera d'une prise en charge par l'OPCA Intergros sur la base d'un forfait horaire de 9,15 €, qui pourra être relevé sur décision de la commission paritaire nationale après accord avec l'OPCA Intergros.

**Article 39.2.3**

Toute action visant un CQP (certificat de qualification professionnelle) validé par la branche ou tout diplôme ou titre à finalité professionnelle ou

une qualification professionnelle établie par la CPNEFP ou visée à la convention collective bénéficiera d'une prise en charge par l'OPCA Intergros sur la base d'un forfait horaire de 9,15 €, qui pourra être relevé sur décision de la commission paritaire nationale après accord avec l'OPCA Intergros.

## **Article 2**

### *Date d'application*

Les présentes dispositions prennent effet dès la demande d'extension de l'avenant.

## **Article 3**

### *Durée. – Notification. – Publicité. – Extension*

Le présent texte, conclu pour une durée indéterminée, sera notifié aux organisations représentatives, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt, puis de l'extension du présent avenant conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 22 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FENNTISS.

#### **Syndicats de salariés :**

CFTC-CSFV ;

Fédération des services CFDT ;

SNECS CFE-CGC.